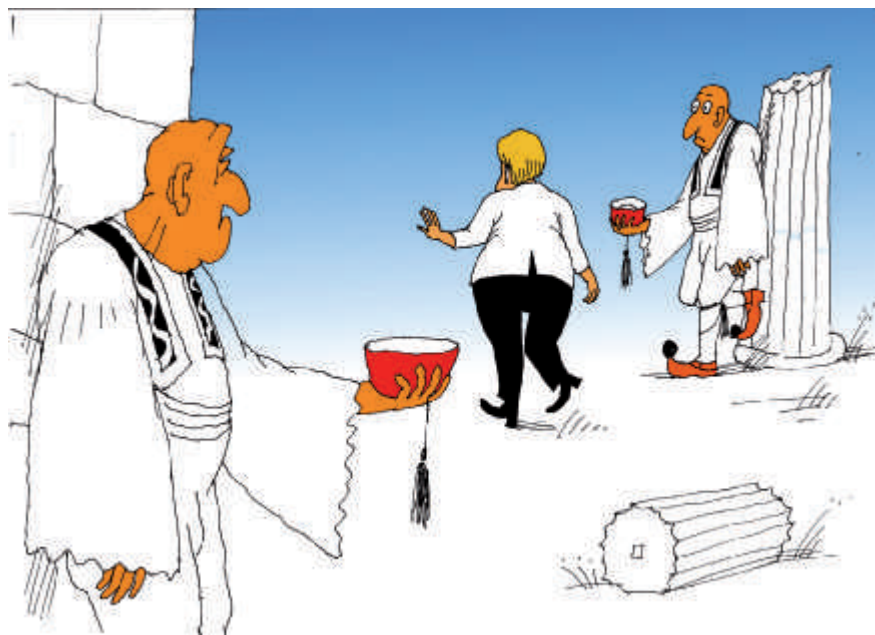




europe

# UE. Mais ils sont fous, ces Grecs !

Antiquité mythifiée, actualité ignorée. Ce mélange explosif aboutit, dans la crise actuelle, à une chute vertigineuse des illusions des Européens. Il explique aussi la vive amertume des Allemands envers les Grecs.



—Der Spiegel (extraits) Hambourg

Voilà cinq mois, voilà cinq ans, voilà un quart de siècle, ou beaucoup plus longtemps encore, que l'Europe sort de la rationalité. Chaque fois qu'il est question de négociations avec la Grèce. Il ne s'est quasiment pas écoulé une semaine, ces derniers temps, sans que l'euro arrive en finale, mais chaque fois il y a eu des prolongations. Dans ces processus successifs, les opinions sont passées pour des arguments, les suppositions pour des faits, les desiderata pour des pronostics. "Là où il existe une volonté, il existe aussi un chemin [pour parvenir au but]", a déclaré la chancelière, qui, en tant que physicienne la plus puissante d'Europe, devait pourtant savoir que le rapport de cause à effet est un peu plus complexe. Que parfois, là où il existe une volonté, il n'y a pas de chemin. Parce que la Grèce - en tant que

système étatique - n'a jamais développé les structures permettant tout simplement de mettre en œuvre des réformes. Parce que la Grèce - en tant que système économique - n'a pas les instruments lui permettant de jouer de concert avec les 19 Etats membres de la zone euro. Parce que le pays - en tant que système culturel - suit ses propres règles, héritées de longue date, règles que le reste de l'Europe a longtemps admirées.

La Grèce a toujours été un contrepoint, en particulier pour les Allemands, un rêve méditerranéen, mais à la différence de l'Italie, objet de toutes les aspirations, elle a toujours été perçue comme plus profonde, moins lumineuse et, pas du seul point de vue géographique, beaucoup plus lointaine. S'il y a jamais eu une amitié entre les deux pays, ce qui du fait des guerres mondiales et des crimes de l'occupation nazie laisse plutôt sceptique, il n'en reste

↳ Dessin de Tiounine paru dans **Kommersant**, Moscou.

plus grand-chose à l'heure qu'il est. Les manchettes agressives et sarcastiques des tabloïds allemands, la haine froide des médias grecs, y compris des journaux des partis de la coalition au pouvoir, reflètent un éloignement maximal, pour ne pas dire une franche hostilité, et dans tous les cas le phénomène dépasse largement les questions financières.

En Allemagne, on ne peut plus guère aujourd'hui imaginer que la Grèce fut, et pendant une très longue période, le symbole d'une vie rayonnante, baignée d'art et de nature. Assurément, ce chemin aussi a toujours mené à l'irrationnel, à la vision aussi enflammée qu'irréelle d'un peuple grec débordant de génies. Mais en même temps il a donné un ensemble d'idéaux, peut-être le plus grand de tous, qui a servi d'orientation à la société allemande et à beaucoup d'autres en Europe.

**Clichés et simplisme.** Que la communication entre Berlin et Athènes semble frappée de malédiction n'altère pas seulement les relations entre deux ou plusieurs nations. En Europe, la civilité et la modération se perdent à un rythme accéléré. Quand l'autre devient si difficile à comprendre, il convient de tourner son regard vers soi. Il suffirait d'un bref retour à la raison pour se rendre compte que cette crise n'affecte pas seulement la Grèce et le comportement de ses dirigeants, mais aussi les images que les Allemands et d'autres Européens se sont forgées, qu'ils ont rarement questionnées.

Ces clichés et ces simplismes que nous avons fini par apprécier, ces catégorisations de ce que serait "le Grec en soi" obturent le regard sur la réalité. Les tensions avec Athènes sont, plus souvent qu'on ne le croit, un monologue fait de stéréotypes récurrents, issus des fondements de la culture allemande et révélateurs de la distance que nous avons prise avec les Grecs.

Il y a de la déception là-dedans. D'abord parce que la Grèce ne veut pas rester d'un blanc éclatant et d'un bleu pur, mais affiche des nuances de gris et des ombres. Ensuite parce que ces Européens du Sud refusent obstinément d'admettre la lecture allemande des faits, pourtant "sans alternative".

Rien, au dire des politiciens européens d'aujourd'hui, n'a eu d'impact sur la situation ; les Grecs sont restés sourds et aveugles à toutes les incitations, à toutes les sanctions, à toutes les mises en garde, à tous les encouragements, alors qu'on a tout tenté. Mais qu'a-t-on vraiment tenté ? A-t-on tenté de sauver la Grèce ? Ou de

sauver les banques allemandes, françaises, britanniques ? Et, incidemment, avons-nous tenté de sauver nos clichés, nos rêves sur la Grèce ?

Dire qu'un homme du XVIII<sup>e</sup> siècle serait à l'origine de la misère actuelle peut paraître aberrant, mais seulement à première vue. Johann Joachim Winckelmann, bibliothécaire et érudit dans le domaine des arts, né en 1717 à Stendal, en Saxe-Anhalt, a posé les fondements de notre vertigineuse déception d'aujourd'hui. Son enthousiasme pour la Grèce antique, sa passion pour l'esthétique de l'Antiquité et la pureté de ses lignes ont perduré par-delà les siècles.

Ses interprétations - souvent erronées - de l'architecture et de la sculpture hellènes, sa vision vibrante de l'Antiquité ont ouvert les portes à la période classique en Allemagne, mais elles ont aussi d'une certaine manière orienté l'image de la Grèce qui a toujours cours aujourd'hui en Allemagne et la sensibilité qui y est liée.

Les exemples de cette vieille obsession sont légion. On la retrouve dans les plus grandes œuvres de la poésie allemande, du classicisme de Weimar [Goethe, Schiller...], dans l'architecture des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, partout. Jusque dans les villes allemandes, si tant est qu'elles n'aient pas été anéanties à la fin de la Première Guerre mondiale, dans les temples érigés, les portails de style antique, les colonnes ioniques, corinthiennes, et ce aussi bien à Munich qu'à Berlin, Ratisbonne, Francfort ou Brême.

**L'Acropole à toutes les sauces.** Il est donc permis d'affirmer qu'il aura fallu attendre les cinq derniers mois, que vienne le moment de parler à nouveau et pour de bon de l'argent à prendre dans nos poches, pour que l'Allemagne se remette enfin à se préoccuper de ce pays lointain du sud-est de l'Europe. Un pays qui, dans nos têtes, n'était plus qu'une plage, une baie, une salade, un air de variétés, le tout bien entendu sur fond de frontons et de colonnes antiques de Winckelmann et dans l'ombre des oliviers au feuillage argenté.

Nombre de malentendus se sont accumulés qui vibrent encore aujourd'hui. En fait partie le symbole majeur de cette crise : la photo de l'Acropole, récurrente dans tous les journaux télévisés, les émissions spéciales, les flashes d'infos. L'image du beau site de l'Acropole sert toujours de preuve visuelle aux immanquables références au berceau de la démocratie occidentale. Or l'Acropole - qui fut d'abord une forteresse et un sanctuaire avant de servir à de multiples usages - n'a jamais rien eu à voir avec la démocratie. Ce fut un lieu de culte, non un lieu d'assemblées populaires. (En faire constamment la coulisse du politique est à peu près aussi pertinent que de diffuser des émissions sur la politique britannique en montrant non le palais de Westminster, mais la → 16

**La communication entre Athènes et Berlin semble frappée de malédiction**



“NOS GRECS. APPROCHE D’UN PEUPLE ÉTRANGE”  
Der Spiegel, Hambourg, 11 juillet



“PAS UN CENTIME DE PLUS! COMMENT LA CRISE MET LA GRÈCE, L’EUROPE ET LE MONDE ENTIER EN DANGER”  
Focus, Munich, 11 juillet



“LA REINE DES GLACES. COMMENT MERKEL EST DEVENUE LA FEMME LA PLUS CRAINTE D’EUROPE. ET QUI VA MAINTENANT PAYER LE PRIX DU SAUVETAGE DE L’EURO”  
Stern, Hambourg, 16 juillet



“NŒUD GORDIEN”  
Ta Nea, Athènes, 13 juillet



“SOS GRÈCE : MÉMORANDUM OU DRACHME”  
Eleftheros Typos, Athènes, 8 juillet

15 ← cathédrale Saint-Paul de Londres.) Si la Grèce antique a été le début de quelque chose ayant encore cours aujourd’hui, voilà ce qu’il faut retenir : c’est là que les citoyens ont appris pour la première fois à poser des questions, à chercher à distinguer le vrai du faux, à trouver ce qui est bon et juste ; à penser abstrait, à écrire, débattre et calculer, à mener des débats en toute civilité, et à ne pas penser d’abord à l’argent, mais à se soucier de la bonne santé de leur âme et de la juste orientation de l’Etat.

**Réalité occultée.** Il est clair qu’une partie de la déception qu’inspirent les gouvernements grecs des dernières années trouve ici sa source. Les représentants et envoyés plénipotentiaires d’Athènes sont jugés – de manière irrationnelle et parce que la situation actuelle de la Grèce est trop peu connue – à l’aune brillante de l’Histoire. Il suffit de tendre l’oreille dans les couloirs de Bruxelles ou de la chancellerie, quand la fatigue est là et que les négociations ont encore échoué, pour s’en convaincre : mais qu’est-il advenu de la Grèce ? comment un pays peut-il tomber aussi bas ? Mais ils sont fous, ces Grecs !

Ce que sont ou ne sont pas les Grecs, les journaux en ont rempli des pages et des pages ces dernières semaines. Avec plus ou moins d’expertise historique, on est convenu que la Grèce est rapidement devenue, après son apogée dans l’Antiquité, un petit bout de terre du Sud-Est européen isolé, puis régulièrement colonisé. A la fin du XV<sup>e</sup> siècle, juste au moment

où commence l’époque moderne et où de vastes parties de l’Europe prennent leur essor, la Grèce, elle, est avalée par l’Empire ottoman, occupée pendant des siècles et exclue de bien des avancées : “Renaissance, Réforme, Contre-Réforme, absolutisme, rationalisme, Lumières et révolution bourgeoise. Pendant près de quatre cents ans, le temps est resté quasi bloqué”, écrit l’historien Heinz A. Richter.

C’est à cette époque, poursuit Richter, que s’est constitué ce système de clientélisme qui prévaut aujourd’hui encore dans la culture politique – système du donnant-donnant, pouvoir des patriarches, absence

de partis modernes de type occidental, d’Etat éclairé, et pas même de mot pour dire “république”. L’Etat en Grèce, écrit Richter en substance, se confond la plupart du temps avec l’occupation, avec la domination étrangère, [ce qui explique qu’il ait été] ressenti comme un adversaire naturel de la population. Et, même après la chute des colonels, en 1974, il est resté un libre-service de la classe dominante. L’Etat grec moderne a toujours été là pour être pillé par les élites, pour fournir postes et argent à ses partisans.

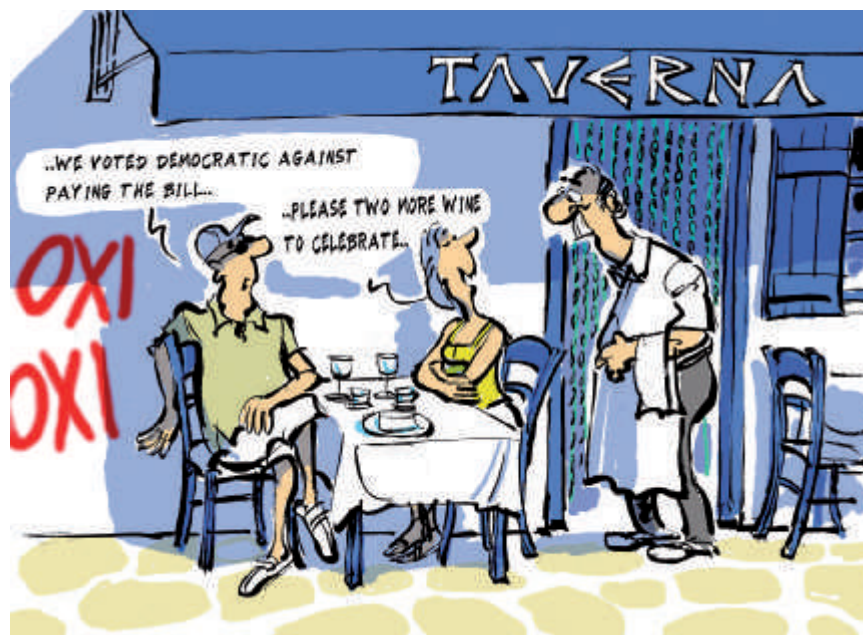
Toutes les considérations profondes en viennent à la conclusion que le pays est

différent, étranger, peut-être à compter au nombre des pays des Balkans, à rattacher à l’Orient, en tout cas il ne fait pas vraiment partie de l’Europe. Les adversaires de la politique de sauvetage puisent volontiers leurs arguments dans de telles chaînes de causalité. Reste à savoir si cela est pertinent. Par ce même procédé de déduction historico-nationale, on pourrait trouver facilement matière à éjecter de l’Europe la Bulgarie ou le Portugal, la Croatie ou la Grande-Bretagne.

On pourrait sans aucun doute trouver aussi de nombreux arguments pour juger que l’Allemagne, en faisant éternellement cavalier seul, n’a historiquement pas sa place en Europe. Mais qui y songerait ?

Ce qui vaut pour tous les pays de l’Union européenne ne vaut actuellement pas pour la Grèce : la diversité est la bienvenue, est l’Europe, est notre vie. Mais qui se distingue trop sera sanctionné. C’est la logique du bouc émissaire. En tordant la réalité, on fait comme si seule la Grèce était sortie de la rationalité, et en aucun cas l’UE ni l’Eurogroupe, qui dès le départ voulaient à tout prix que la Grèce intègre le club.

Or la réalité qui fait l’objet des négociations actuelles est aussi celle-ci : au cours des dernières années, les Européens du Nord, prétendument lucides et raisonnables,



← Sur le mur : Non. “Nous avons voté démocratiquement contre le paiement de l’addition...” “Deux autres verres de vin pour fêter ça, s’il vous plaît...” Dessin de Tom paru dans Trouw, Amsterdam.

Cet été du 13 juillet au 21 août, retrouvez  
**Les informés de France Info**

du lundi au vendredi, de 19h à 20h

Chaque vendredi avec



## La diversité est la bienvenue en Europe. Mais qui se distingue trop sera sanctionné

se sont comportés de manière plus irrationnelle encore que les Grecs. Ils ont eu l'idée fixe que la Grèce devait absolument faire partie des institutions européennes, que le pays remplisse ou non les conditions. On pourrait presque dire que, balayant toutes les objections, on a absolument voulu cette Grèce énigmatique, vivante, différente, pour s'en servir comme d'une belle et chaude feuille de vigne sur la construction froidement économique de l'euro.

La Grèce pouvait bien être le berceau des mathématiques, on a voulu y voir un mode de vie où on ne compte ni ne calcule, où la vie se résume à vivre bien et à faire la fête. Que sur de vastes parties de son territoire la Grèce soit vraiment pauvre, peu ou pas industrialisée, sous-développée dans ses infrastructures, mal équipée, tout cela est occulté, par romantisme et pour ne pas troubler nos propres et si douces illusions.

**Combat pour la liberté.** Dans les années 1980, tout voyage en auto-stop vers Athènes équivalait à une fuite hors de la civilisation. Dans de nombreux villages, il n'y avait même pas l'électricité. "On découvrait qu'on pouvait vivre d'une poignée d'olives, de pain et de vin, d'un peu de fromage et de tomates, se souvient le journaliste Eberhard Rondholz [dans un livre paru en 2011]. On pouvait être invité à dîner chez des gens qui nous étaient totalement étrangers, et à dormir sous leur toit."

Même le fait d'être allemand ne changeait rien à cette hospitalité. Ainsi, la première génération allemande d'après-guerre en est venue à cette image de Méridionaux pittoresques, vivant de peu mais vivant mieux. Ces auto-stoppeurs n'avaient plus rien à voir avec la guerre. Mais leur image de la Grèce était quand même exactement la même que celle de leurs parents. Un cliché.

Un cliché qui masquait les blessures que la Wehrmacht avait laissées en Grèce, des crimes qui encore aujourd'hui ne sont pas entrés dans la mémoire collective allemande. Si tel n'était pas le cas, les livres d'école ne se limiteraient pas à la Grèce de Pythagore et d'Aristote, et l'indignation suscitée par la résurgence des demandes de réparations n'aurait pas été aussi vive.

La Grèce est fière de son histoire et de ses combats pour la liberté. Fièvre de s'être débarrassée de l'Empire ottoman, fièvre de la lutte des partisans contre l'occupation nazie. La résistance contre un régime [la dictature des colonels, de 1967 à 1974] soutenu par les Britanniques et les Américains fait partie des piliers de la conscience nationale, et les intellectuels européens épris de liberté se sont

souvent engagés pour la Grèce par admiration pour ce peuple si noble et pourtant si simple qui se battait contre ses oppresseurs. Jusqu'au début des années 1980, dans les cercles de gauche et de la bourgeoisie cultivée, il y avait une forte sympathie pour la culture grecque, qu'on percevait comme progressiste : on discutait des films de Costa-Gavras, on écoutait Theodorakis. La Crète et Mykonos étaient devenues les destinations privilégiées des hippies européens bien avant que le tourisme de masse ne se développe en Grèce.

Avec l'intégration de la Grèce dans la Communauté économique européenne (CEE), le 1<sup>er</sup> janvier 1981, et la normalisation de la vie politique à Athènes, le pays semblait être devenu "normal" et avoir perdu son statut "exotique". En réalité, quand Willy Brandt et Olof Palme [dirigeants sociaux-démocrates, respectivement allemand et suédois] invitaient leurs amis politiques du Pasok en Europe, ils discutaient avec des contemporains prédémocratiques, avec de véritables patriarches qui continuaient d'avoir une idée très particulière de la démocratie fondée sur les partis.

Mais à l'époque comme aujourd'hui c'était le même schéma qui prévalait : quand il s'agit de la Grèce et de sa situation intérieure, de ses finances, de ses instances, de son appareil militaire, personne ne veut y regarder de près. Depuis au moins treize ans, depuis l'introduction de l'euro, en 2002, les chefs de l'Eurogroupe mènent leur politique sans voir la réalité, voire contre la réalité. Quand il s'agit de la Grèce, l'Europe sort de la rationalité.

Et il se pourrait bien que, dans la réalité des temps présents, l'Europe craigne plus un Grexit que les Grecs eux-mêmes. Car depuis des millénaires, là-bas dans le Sud, dans l'Attique, sur les îles, la vie continue, baignée par les flots et inondée de soleil. Comme le veut le cliché éternel. Comme le veut la réalité quotidienne.

— **Ulrich Fichtner, Nils Minkmar et Alexander Smoltczyk**  
Publié le 11 juillet

### SOURCE

**DER SPIEGEL**  
Hambourg, Allemagne  
Hebdomadaire, 883 000 ex.  
[www.spiegel.de](http://www.spiegel.de)

Plus qu'un "Miroir" de l'Allemagne et du monde, *Der Spiegel* est le magazine allemand d'investigation par excellence. Sa fierté : fournir des "informations de première main" – ce qu'il est à même de réaliser chaque jour sur son site grâce à une équipe de quelque 150 journalistes.



### Contexte

## Schäuble : après le diktat, la démission ?

●●● "L'UE a trouvé le moyen de déjouer la banqueroute de la Grèce, grâce à un 'Blitzkredit' du Mécanisme européen de stabilité financière (MESF) de 7,16 milliards d'euros, relate le quotidien berlinois **Die Welt** le 18 juillet. L'argent sera à Athènes le 20, de sorte que le gouvernement pourra rembourser à échéance les 4,2 milliards d'euros qu'il doit à la BCE." A cela s'ajoutaient, ce même 20 juillet, la réouverture des banques grecques et l'entrée en vigueur d'un premier lot de réformes économiques. Ce tour de force cache mal les tensions engendrées en Europe et en Allemagne par l'accord conclu – le "diktat" – une semaine auparavant à Bruxelles avec le gouvernement Tsipras. De l'entretien qu'il a accordé au **Spiegel** pour son édition du 18 juillet – dans lequel Schäuble dément avoir souhaité un "Grexit provisoire" et se félicite d'avoir "réussi à stabiliser la zone

euro", avant de prôner des réformes européennes qui convergent avec les propositions de François Hollande –, le quotidien économique **Handelsblatt** retient surtout une phrase : "Si quelqu'un essayait [de me contraindre à adopter une position qui n'est pas la mienne], je pourrais remettre ma démission au président de la République." Et commente : "Le message [est] clair : Schäuble avertit Merkel publiquement qu'il n'est pas prêt à tout. (...) Plus populaire que jamais parmi les électeurs et au sein du groupe parlementaire CDU-CSU, s'il ne soutenait pas le prochain programme de sauvetage, Merkel risquerait d'affronter une fronde dans ses rangs au Bundestag." La première alerte a été enregistrée le 17 juillet : 65 députés CDU-CSU n'ont pas donné leur aval au gouvernement Merkel pour ouvrir des négociations sur un troisième plan de sauvetage de la Grèce.

## UN ALBUM VINTAGE. UN COMBAT D'ACTUALITÉ.



NOUVEL ALBUM DISPONIBLE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET VOTRE LIBRAIRE.

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION